



SUD éducation 13 écrit au Ministre

SUD éducation 13 – 29 Boulevard Longchamp 13001 – Marseille

mail - sudeduc13@sudeducation.org

Tél - 04 91 91 99 78   [@sudeducation13](https://www.facebook.com/sudeducation13)

Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale,

Sous couvert de

Monsieur le recteur académie Aix-Marseille,

Nous sommes toutes et tous sommes choqué-es par le revirement brutal du ministère de l'Éducation Nationale qui a supprimé le temps de concertation promis lundi 2 novembre au matin afin de préparer l'hommage dû à l'un des nôtres et d'expliquer à nos (jeunes) élèves ce que signifie la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » si fièrement inscrite dans le cœur de la République.

Liberté de penser, de dire, d'expliquer, que vous nous avez refusée d'un courriel arrivé le vendredi soir. Comme il est facile d'écrire un courriel, deux jours avant la rentrée scolaire, comme le dernier choc d'une série éprouvante !

Liberté d'expression, liberté d'opinion, que vous avez censurées dans votre version de la lettre de Jean Jaurès aux instituteurs et institutrices à lire aux élèves le 2 novembre.

Liberté d'expression et liberté d'opinion niées pour les élèves au vu de l'injonction à la délation, de l'injonction à traiter de façon policière les propos de ces même élèves. Pourtant, la plupart du temps, ces situations peuvent trouver leur solution au plan pédagogique.

Liberté d'expression, esprit critique, oui mais pas pour tous-tes et surtout pas pour les personnels d'éducation au vu des sanctions très lourdes à l'encontre des 4 collègues du Lycée de Melle :

- Sylvie Contini est sanctionnée d'une mutation d'office,
- Cécile Proust est exclue de ses fonctions pour une durée de 15 jours (donc sans traitement),
- Aladin Lévêque écope d'un abaissement d'échelon
- Sandrine Martin d'un blâme.

Nos collègues avaient fait usage de leur liberté d'expression, de leur droit de grève et de leur droit à manifester et ce dans le contexte d'un mouvement social d'envergure contre la réforme des lycées et des baccalauréat. Passée l'émotion médiatique, le ministère nous envoie un message : en marche, et au travail et ce en silence !

Quel mépris ainsi vous manifestez, une fois de plus, à notre égard ! Quel mépris pour le collègue assassiné, quel mépris pour tous nos élèves qui sont arrivé-es bien tendu-es ce lundi matin 2 novembre.

Nous pensions pouvoir faire groupe autour de la mémoire du collègue assassiné pour avoir été enseignant, nous pensions pouvoir réfléchir aux meilleures façons de faire vivre dans nos classes l'esprit de liberté et de fraternité nécessaire à la rencontre sereine entre les humains. Nous pensions pouvoir leur proposer la force de la réflexion et de l'échange sur un sujet aussi lourd.

Nous pensions pouvoir rassurer les plus jeunes de nos élèves. Les enfants de 11 ans sont terriblement angoissé-es, Monsieur le Ministre, parce qu'ils et elles ne comprennent pas tout, parce qu'ils et elles ont besoin d'un cadre apaisé pour les aider à se construire, à réfléchir sur des sujets aussi graves que l'assassinat d'un homme, la menace sur une profession, sur des personnes qui font partie de leur vie d'enfant.

Tout cela méprisé par un courriel un vendredi soir !

Vous avez décidé, Monsieur le Ministre, parce que vous en avez le pouvoir.

Vous décidez, loin de toute concertation, loin de tout respect pour notre travail, sans aucune considération ni pour les élèves et leurs familles, ni pour nous.

Mais là, vous êtes allé trop loin !

Nous sommes outré-es.

Et obligé-es de lire aux enfants un texte qui ne leur est pas adressé.

Ce texte, Monsieur le Ministre, qui est un hommage à l'intelligence à laquelle nous devons inviter nos élèves, vous le bafouez depuis des années en imposant tout le contraire des principes qu'il défend.

Ce temps dont vous nous avez privé, enfants et adultes, vous souhaitez le délayer dans le calendrier. Où est la valeur symbolique du temps que l'on donne pour défendre des symboles qui nous sont chers ? Où sont-ils donc les symboles de la nation que vous dites respecter et honorer ?

Nous sommes scandalisé-es par l'exemple affligeant que vous donnez du fonctionnement de l'État Français. Comme si quelques affichettes du texte de la Marseillaise collées aux murs des classes suffisaient à faire vivre la République !

Si vous croyez cela, vous n'êtes pas à la bonne place.

Nous y sommes, nous, les éducateurs, éducatrices et enseignant-es, personnels AED et AESH, tous les jours auprès de nos élèves. Nous y sommes, avec nos masques derrière lesquels nous ne pouvons pas sourire à des enfants inquiets. Nous y sommes, avec nos mots, nos convictions, quotidiennement, à défendre la fraternité et l'égalité dans nos classes.

Deux heures pour nous dire comme tout cela est important, vous nous les refusez.

Nous sommes scandalisé-es, nous sommes secoué-es par une colère contenue. Et nous la contenons parce qu'il faut bien faire face. Parce que des valeurs supérieures aux vôtres nous animent. Parce que pour ces valeurs un homme est mort assassiné. Et cet homme est des nôtres.

A la mémoire de Samuel Paty,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en notre profond attachement au service public d'éducation.

Marseille, le 16 novembre 2020

SUD éducation 13